

APPEL AUX CANDIDATURES

Radio numérique terrestre



Dossier de candidature en catégorie C

DOSSIER DE CANDIDATURE POUR UNE RADIO DE CATEGORIE C

*SERVICE RADIOPHONIQUE LOCAL OU REGIONAL DIFFUSANT LE PROGRAMME D'UN
RESEAU THEMATIQUE A VOCATION NATIONALE*

Un seul dossier doit être rempli par projet, même si la diffusion du programme est prévue sur plusieurs allotissements.

Le nombre d'exemplaires du dossier à fournir au Conseil supérieur de l'audiovisuel varie en fonction du nombre de comités territoriaux de l'audiovisuel concernés par la candidature. Le candidat se réfère au tableau ci-dessous afin de connaître le nombre d'exemplaires du dossier à produire.

Au moins un exemplaire doit être fourni sous forme dématérialisée, sur clé USB ou cédérom : la transmission de cet exemplaire par courriel ou par mise à disposition sur un site extranet ne sera pas acceptée. En cas de différence entre l'exemplaire sur papier et l'exemplaire dématérialisé, seul le contenu de l'exemplaire sur papier sera retenu pour l'instruction de la candidature.

Nombre de comités territoriaux concernés*	Nombre de dossiers à fournir au CSA
1	2 exemplaires sous forme papier et 1 exemplaire sous forme dématérialisée
2	3 exemplaires sous forme papier et 1 exemplaire sous forme dématérialisée

(*) Pour connaître précisément le nombre de comités territoriaux de l'audiovisuel concernés, se référer à l'annexe I de la décision d'appel à candidature ainsi que dans la partie I.2. du formulaire d'identification du candidat ci-après. La direction des médias radio, qui réceptionne les dossiers, met à disposition de chaque comité territorial de l'audiovisuel les dossiers relevant de sa compétence géographique.

Les déclarations de candidature peuvent porter sur une, plusieurs ou la totalité des zones géographiques de l'appel.

Un seul type d'allotissement (local ou étendu) est mis à l'appel dans chaque zone. La candidature dans une zone vaut dès lors candidature au type d'allotissement mis à l'appel dans cette zone, Le type de l'allotissement mis à l'appel dans chacune des zones est précisé à l'annexe I de la décision d'appel à candidatures ainsi que dans la partie I.2. du formulaire d'identification du candidat ci-après.

Le candidat qui souhaite retirer sa candidature doit, sans délai, en avertir par courrier recommandé avec accusé de réception le Conseil, qui en prend acte. Si le désistement est effectué après la délivrance de l'autorisation, la ressource prévue pour le service qui fait l'objet du désistement ne peut être attribuée qu'après un nouvel appel aux candidatures.

La production du dossier de candidature est un élément d'appréciation essentiel du présent appel, il doit être constitué par la personne morale candidate avec le plus grand soin. Il comprend six parties :

I° Formulaire d'identification du candidat.

Le candidat précise le ou les allotissements demandés et mentionne également, à titre indicatif, le ou les canaux qu'il souhaiterait exploiter dans chaque allotissement.

II° Information sur la personne morale candidate ;

III° Caractéristiques générales du service ;

IV° Modalités de financement ;

V° Caractéristiques techniques ;

VI° Eléments constitutifs de la convention.

TYPOLOGIE DU SERVICE CANDIDAT

Un seul modèle de dossier est proposé pour l'édition d'un service de catégorie C. Cependant, le dossier devra être constitué en fonction de la situation du service :

- pour un service disposant d'une autorisation en vigueur en mode hertzien analogique ou numérique à la date du dépôt du dossier, à la condition que le service constitue la reprise intégrale et simultanée du service diffusé en mode hertzien analogique ou numérique, le candidat remplit les parties et annexes du dossier indiquées dans le tableau ci-dessous ;
- pour un service non autorisé en mode hertzien analogique ou numérique, considéré par conséquent comme un nouveau service, ainsi que pour un service ne proposant pas la reprise intégrale et simultanée du service diffusé en mode hertzien analogique ou numérique, le candidat remplit la totalité du dossier (parties et annexes).

Il est demandé au candidat de veiller avec attention à déterminer la situation dans laquelle il se trouve. A défaut de fourniture d'un dossier complet au Conseil alors que la candidature ne consiste pas en la reprise intégrale et simultanée d'un service déjà autorisé en mode hertzien analogique ou numérique, le Conseil ne serait pas en mesure d'apprécier cette candidature au regard des dispositions de l'article 29-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986.

Parmi les deux cas suivants, le candidat indique celui auquel il se rapporte et est invité à remplir les parties et annexes correspondantes du dossier de candidature :

Type de service candidat	Cocher la case correspondante	Parties et annexes à renseigner
Service nouveau ou service autorisé en mode hertzien analogique ou numérique qui ne prévoit pas la reprise <u>intégrale et simultanée</u> de ce service		Toutes les parties et annexes du dossier de candidature.
Reprise intégrale et simultanée d'un service déjà autorisé en mode hertzien analogique ou numérique		<ul style="list-style-type: none">• I (formulaire d'identification du candidat) ;• II.1 (existence de la personne morale) ;• III.2 (les données associées) ;• IV.2 (plan d'affaires) ;• V (caractéristiques techniques) ;• Annexes II bis, III bis et V bis des éléments constitutifs de la convention.

I - FORMULAIRE D'IDENTIFICATION DU CANDIDAT¹
**pour un service radiophonique local ou régional diffusant le programme d'un réseau
thématique à vocation nationale**
(catégorie C)

Les informations portées sur ce formulaire devant être saisies sur matériel informatique, le candidat est invité à respecter scrupuleusement la ventilation des rubriques et à les remplir soigneusement.

A remplir par le CSA

Dossier n°

I.1 – PRESENTATION DU CANDIDAT

a) Dénomination et forme sociales (ou nom de l'association ou de la fondation) :

- **Numéro d'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés :**
- ***Ou numéro de récépissé de déclaration de constitution de l'association ou de la fondation et date de publication au Journal officiel :***
- **Adresse du siège social (le candidat est tenu d'informer le Conseil de toute modification d'adresse pendant le cours de l'appel aux candidatures) :**
- **Nom et fonction du représentant légal :**
- **Tél. :** **Adresse électronique (mèl) :**

b) Nom de la radio :

- **Adresse du studio :**
- **Tél. :**

c) Nom de la personne à contacter :

- **Tél. :** **Adresse électronique (mèl) :**

¹ La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux données nominatives portées dans ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour ces données auprès du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

I.2 – ALLOTISSEMENTS DEMANDES ET CANAUX SOUHAITES

Le candidat coche, dans le tableau ci-dessous, la/les case(s) de(s) (l')allotissement(s) pour le(s)quel(s) il souhaite candidater.

Un seul type d'allotissement (local ou étendu) est mis à l'appel dans chaque zone. La candidature dans une zone vaut dès lors candidature au type d'allotissement mis à l'appel dans cette zone. Le type de l'allotissement mis à l'appel dans chacune des zones est précisé à l'annexe I de la décision d'appel à candidatures ainsi que dans la le tableau ci-dessous.

Si, dans le ressort d'un même CTA, le candidat coche à la fois la case correspondant à l'allotissement étendu et les cases correspondant à tous les allotissements locaux, il indique en parallèle s'il souhaite être autorisé de préférence sur l'allotissement étendu ou sur les allotissements locaux.

ZONES GEOGRAPHIQUES MISES EN APPEL	CTA AYANT LA ZONE DANS SON RESSORT	TYPE D'ALLOTISSEMENT (*)	CASE A COCHER PAR LE CANDIDAT
Rouen étendu	CTA de Caen	Étendu	
Rouen local	CTA de Caen	Local	
Le Havre	CTA de Caen	Local	
Nantes étendu	CTA de Rennes	Étendu	
Nantes local	CTA de Rennes	Local	
Saint-Nazaire	CTA de Rennes	Local	
La Roche-sur-Yon	CTA de Rennes	Local	

(*) cf. zones mentionnées dans l'annexe I à la décision d'appel aux candidatures, points test définissant les champs électriques dans l'annexe III à la décision d'appel aux candidatures et cartes des allotissements disponibles sur le site internet du CSA.

II – INFORMATION SUR LA PERSONNE MORALE CANDIDATE

(CATEGORIE C)

LISTE DES PIÈCES A FOURNIR

II.1 - EXISTENCE DE LA PERSONNE MORALE

a) pour une société :

- ✓ Extrait K bis, ou pour une société non encore immatriculée au registre du commerce et des sociétés, une attestation bancaire de l'existence d'un compte bloqué.
- ✓ Copie des statuts datés et signés.

b) pour une association :

- ✓ Copie du récépissé de déclaration et de la publication au *Journal officiel* (si cette publication est en cours, copie de la demande de publication).
- ✓ Copie des statuts datés et signés.

Il est rappelé que la fourniture des deux pièces mentionnées ci-dessus est un des critères de recevabilité.

Par ailleurs, l'existence effective de la personne morale sera exigée préalablement à la délivrance de l'autorisation et à la conclusion de la convention prévue à l'article 28 de la loi du 30 septembre 1986.

II.2 - AUTRES ELEMENTS SUR LA PERSONNE MORALE

- ✓ **Le candidat remplit l'annexe I ci-jointe** afin d'indiquer le nom et l'adresse du candidat, la fonction et le nom du représentant légal, le nom du directeur de la publication et :
 - **Pour une association** : le nom et la profession des membres de l'organe de direction, notamment du bureau.
 - **Pour une société** : le montant, la composition du capital, la répartition des droits de vote et, le cas échéant, la composition du capital de la société qui contrôle la société titulaire, au sens du 2° de l'article 41-3 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée, ainsi que les compositions de ses organes dirigeants et de ses actifs.

- ✓ Extrait du bulletin n° 3 du casier judiciaire du représentant légal datant de moins de trois mois.
- ✓ Copie des accords éventuellement conclus avec d'autres services autorisés ou d'autres entreprises intervenant dans les secteurs de la communication audiovisuelle, de la publicité ou de la presse.

ET

a) pour une société :

- ✓ Composition des organes de direction.
- ✓ Liste des administrateurs.
- ✓ Engagement sur l'honneur que la condition de nationalité prévue à l'article 40 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée est remplie.
- ✓ Organigramme du groupe auquel appartient la société.
- ✓ Indication des participations détenues par la société et ses principaux actionnaires.
- ✓ Le pacte d'actionnaires ou une déclaration sur l'honneur de l'absence d'un tel pacte. Cette déclaration doit être signée par chacun des actionnaires détenant une part égale ou supérieure à 10 % du capital ou des droits de vote aux assemblées générales de la société candidate.
- ✓ Liste des mandats électifs détenus par les membres de l'organe de direction.
- ✓ Participations détenues ou activités exercées par les membres de l'organe de direction dans d'autres services autorisés ou d'autres entreprises intervenant dans les secteurs de la communication audiovisuelle, de la publicité ou de la presse.
- ✓ Liens de la société avec d'autres services autorisés ou d'autres entreprises intervenant dans les secteurs de la communication audiovisuelle, de la publicité ou de la presse.

b) pour une association :

- ✓ Procès-verbaux de l'élection du président et de la délibération relative à la présente candidature.
- ✓ Liste des mandats électifs détenus par les dirigeants dans les institutions ou les collectivités publiques, dans les organismes professionnels ou dans le secteur associatif.
- ✓ Liens avec d'autres associations ou fondations.

III – CARACTERISTIQUES GENERALES DU SERVICE

(CATEGORIE C)

LISTE DES PIECES A FOURNIR

III-1 Le programme de radio

- ✓ Nature, format (public visé - âge - caractéristiques générales et tonalité de programmation) et objet du programme. Le candidat indiquera en quoi son programme s'inscrit dans une réalité locale ou régionale.
- ✓ Conditions de production des programmes, origine de l'information.
- ✓ Nom du prestataire de service qui réaliserait, de façon régulière, une partie du programme d'intérêt local et copie du contrat passé avec celui-ci.
- ✓ Copie du contrat ou du protocole d'accord passé avec un réseau thématique à vocation nationale.
- ✓ **Le candidat remplit l'annexe II ci-jointe** en vue de préciser la durée quotidienne, hors publicité : du programme d'intérêt local réalisé par le service (dont les informations et rubriques locales) ; le cas échéant, des programmes d'intérêt local fournis par un service de même catégorie situé dans le ressort du même comité territorial de l'audiovisuel ou d'un comité contigu ; des programmes fournis par le réseau thématique à vocation nationale. **Il joint une grille de programmes** détaillée où devront clairement apparaître : le programme d'intérêt local réalisé par le service ; le cas échéant, celui fourni par un service de même catégorie situé dans le ressort du même comité territorial de l'audiovisuel ou d'un comité contigu ; les éléments de programme fournis par le réseau thématique à vocation nationale. La grille de programme est précise (jour par jour, heure par heure, minute par minute). Les informations ou rubriques traitées localement sont également mentionnées et le contenu des émissions, y compris musicales, est détaillé.

Pour l'annexe II, il est rappelé au candidat que :

Sont considérés comme programmes d'intérêt local, dès lors qu'ils sont diffusés sur une zone dont la population est inférieure à six millions d'habitants et qu'ils sont réalisés localement par des personnels ou des services locaux directement rémunérés par le titulaire de l'autorisation, les émissions d'information locale, les émissions de services de proximité, les émissions consacrées à l'expression ou à la vie locale, les fictions radiophoniques et les émissions musicales dont la composition ou l'animation ont un caractère local, ainsi que tous les programmes produits et diffusés localement par l'exploitant dans un but éducatif ou culturel.

Outre le programme d'intérêt local réalisé par lui-même, sont regardées comme composant le programme d'intérêt local du service les émissions répondant aux deux conditions suivantes :

- être diffusées par le service dans le cadre d'un accord de programmation conclu avec un ou plusieurs autres services de même catégorie et desservant une zone située dans le ressort géographique du même comité territorial de l'audiovisuel ou dans le ressort d'un comité contigu ;
- faire partie du programme d'intérêt local de ce ou de ces services.

La séquence de programme d'intérêt local doit être identifiée en début et en fin d'émission.

La durée quotidienne du programme d'intérêt local, hors publicité, ne peut être inférieure à 3 heures entre 6h00 et 22h00.

Pour le reste du temps, le programme d'intérêt local est complété par le programme d'un réseau thématique à vocation nationale, dans des conditions définies par un accord passé entre ce dernier et le candidat.

- ✓ Dans le cas où le candidat souhaiterait diffuser quotidiennement, sur une ou plusieurs zone(s) géographique(s), un programme spécifique, hors publicité, **il remplit l'annexe III ci-jointe** qui vise à préciser les conditions du décrochage spécifique, la durée et le contenu de chaque émission, y compris musicale. **Il joint également une grille de programmes précisant l'insertion du programme spécifique.**

Pour l'annexe III, il est rappelé au candidat que le présent appel ne prévoit pas la possibilité d'un décrochage local au sein d'un même allotissement.

- ✓ **Le candidat remplit l'une des annexes IV ci-jointes, en fonction du format musical de son projet**, afin d'indiquer le pourcentage de chansons d'expression française et le pourcentage de chansons d'expression française provenant de nouveaux talents ou de nouvelles productions (en moyenne mensuelle entre 6 h 30 et 22 h 30 du lundi au vendredi et entre 8 h et 22 h 30 le samedi et le dimanche).

Pour l'annexe IV, il est rappelé au candidat que :

Conformément au 2°bis de l'article 28 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée, la proportion substantielle d'œuvres musicales d'expression française ou interprétées dans une langue régionale en usage en France, doit atteindre un minimum de 40 % de chansons d'expression française, dont la moitié au moins provenant de nouveaux talents ou de nouvelles productions, diffusées entre 6 h 30 et 22 h 30 du lundi au vendredi et de 8 h 00 à 22 h 30 le samedi et le dimanche pour la part de ses programmes composée de musique de variétés.

Par dérogation, le Conseil supérieur de l'audiovisuel peut autoriser, pour des formats spécifiques, les proportions suivantes :

- soit pour les radios spécialisées dans la mise en valeur du patrimoine musical : 60 % de titres francophones, dont un pourcentage de nouvelles productions pouvant aller jusqu'à 10 % du total, avec au minimum un titre par heure en moyenne ;

- soit pour les radios spécialisées dans la promotion de jeunes talents : 35 % de titres francophones, dont 25 % au moins du total provenant de nouveaux talents ;
- soit, pour les radios spécialisées dans la découverte musicale qui diffusent au moins mille titres différents sur un mois donné dont la moitié au moins sont des nouvelles productions, chacun de ces titres n'étant pas diffusé plus de cent fois sur cette même période : 15 % de nouvelles productions francophones ou de nouveaux talents francophones.

Dans l'hypothèse où plus de la moitié du total des diffusions d'œuvres musicales d'expression française ou interprétées dans une langue régionale en usage en France se concentre sur les dix œuvres musicales d'expression française ou interprétées dans une langue régionale en usage en France les plus programmées par un service, les diffusions intervenant au-delà de ce seuil ou n'intervenant pas à des heures d'écoute significative ne sont pas prises en compte pour le respect des proportions fixées par la convention pour l'application du présent 2° bis. Sur ce point, le candidat est invité à prendre connaissance sur le site internet du Conseil de la méthode de vérification du respect par les radios des obligations de diffusion de chansons d'expression française telles qu'elles découlent des dispositions introduites par la loi du 7 juillet 2016.

- ✓ Pour un service dont les programmes musicaux constituent une proportion importante de la programmation, le candidat précise les dispositions envisagées en faveur de la diversité musicale au regard, notamment de la variété des œuvres, des interprètes, des nouveaux talents programmés et de leur condition de programmation, et **remplit l'annexe IV bis ci-jointe**.
- ✓ **Le candidat remplit l'annexe V ci-jointe** visant à préciser la durée et les modalités d'insertion des messages publicitaires.

Pour l'annexe V, il est rappelé au candidat que le présent appel ne prévoit pas la possibilité d'un décrochage local au sein d'un même allotissement.

III-2 Les données associées

- ✓ **Le candidat remplit les annexes II bis, III bis et V bis** visant à décrire les données associées au programme de radio destinées à l'enrichir et à le compléter (contenu, durée, liens avec le programme de radio, décrochages spécifiques à certaines zones, modalités d'insertion de messages publicitaires, etc.).

IV – MODALITES DE FINANCEMENT

(CATEGORIE C)

LISTE DES PIECES A FOURNIR

IV.1 Informations économiques et sociales

- ✓ Comptes annuels des trois derniers exercices certifiés par un comptable agréé ou un expert-comptable (sauf pour les sociétés ou associations nouvellement créées).
- ✓ Attestation établie par un expert-comptable ou un commissaire aux comptes indiquant que la société est à jour de ses obligations fiscales et sociales (sauf pour les sociétés nouvellement créées).
- ✓ Régie publicitaire :
 - Copie du contrat passé avec celle-ci.
 - Copie des statuts de la société de régie.
 - Composition des organes de direction.
 - Liens avec d'autres services autorisés ou d'autres entreprises intervenant dans les secteurs de la communication audiovisuelle, de la publicité ou de la presse.
 - Liste des médias sous contrat avec la régie.
- ✓ Ressources humaines :
 - Nombre de salariés et de bénévoles, statut et fonction.
 - Renseignements relatifs à l'expérience des responsables de la radio dans les secteurs de la communication.

IV.2 Plan d'affaires

- ✓ Origine et montant des financements prévus, accompagnés des pièces justificatives.
- ✓ Comptes prévisionnels pour les cinq prochains exercices (fonctionnement/ investissements).

Ces différents documents doivent être établis selon les normes de la comptabilité française et comporter un niveau de segmentation suffisamment précis. En particulier, le compte de résultat prévisionnel doit distinguer les recettes liées à la publicité, au parrainage et aux aides publiques.

Les charges d'exploitation distinguent les coûts de personnel, les coûts de diffusion, les coûts de grille et les autres charges.

FORME DES TABLEAUX A FOURNIR

Les tableaux fournis par les candidats respectent la forme des tableaux ci-dessous. Ils sont détaillés sur une période d'au minimum cinq ans. Les exercices sont d'une durée de douze mois.

Les services autorisés en analogique doivent obligatoirement distinguer ce qui relève de la seule activité radio numérique hertzienne du candidat et ce qui relève de ses autres activités.

en k€	n**	n+1	n+2	n+3	n+4
PRODUITS					
Vente d'émissions					
Prestations d'animation et autres prestations de service					
Publicité et parrainage					
Autres revenus :					
CHARGES					
Charges affectées à la production de programmes (coût de grille)					
Charges affectées à la production des données associées (à détailler)					
Charges affectées à la diffusion des programmes (coûts de diffusion) :					
Autres charges (hors celles retracées au sein des postes ci-dessus) :					
- Coûts de structure					
- Coûts de personnel					
- Coûts de communication					
- Taxes et charges financières					
- Autres coûts (à détailler)					
RESULTAT D'EXPLOITATION					

* Le candidat précise dans le tableau page 15 le détail, par zone, des coûts de diffusion.

** L'année n correspond au premier exercice complet.

Plan de financement prévisionnel

Le candidat précise les modalités de financement de son projet. En particulier, il communique le montant des investissements en capital, et la couverture de ces investissements (nature de la dette, provenance des fonds mis en œuvre).

Les candidats doivent apporter la preuve de leur capacité à assumer les besoins de financement découlant du plan de développement proposé. Chaque financement devra être décrit précisément et justifié, selon la source, par :

- les lettres d'engagement des sociétés effectuant des apports en fonds propres (maison mère, actionnaires, etc.) accompagnées des états financiers de ces sociétés (les rapports d'activité des deux derniers exercices peuvent utilement être fournis) ;
- les lettres d'engagement d'établissements financiers en cas de recours à l'emprunt.

Le candidat remplit le tableau suivant.

en k€	n	n+1	n+2	n+3	n+4	Cumul
Emplois						
Investissements						
Remboursement de dettes financières						
Variation de besoin en fonds de roulement						
Total des emplois						
Ressources						
Capacité d'autofinancement						
Apport en fonds propres						
Emprunts à long terme						
- emprunts intra-groupes						
- emprunts bancaires						
- crédits fournisseurs						
Autres (à détailler)						
Total des ressources						

Engagements de couverture et coûts de diffusion par zone

Le candidat précise les coûts de diffusion, le pourcentage de couverture de l'allotissement (conformément aux paramètres techniques définis dans l'annexe 2 du texte de l'appel aux candidatures), le nombre d'émetteurs pour chaque zone concernée par sa candidature, en remplissant le tableau ci-dessous.

Afin d'intégrer une montée en charge en terme de couverture, le candidat indiquera ses objectifs en terme de coûts de diffusion et de nombre d'émetteurs au démarrage des émissions ainsi que quatre ans après le démarrage des émissions.

Il entoure les zones qu'il demande dans le cadre de cet appel et complète le tableau.

Zones demandées	Au démarrage (T ₀)			Deux ans après le démarrage (T ₀ +2)			Quatre ans après le démarrage (T ₀ +4)		
	Coûts	Engagement de couverture A minima 40%	Nombre d'émetteurs	Coûts	Engagement de couverture A minima 60 %	Nombre d'émetteurs	Coûts	Engagement de couverture A minima 80 %	Nombre d'émetteurs
Rouen étendu									
Rouen local									
Le Havre									
Nantes étendu									
Nantes local									
Saint-Nazaire									
La Roche-sur-Yon									

V – CARACTERISTIQUES TECHNIQUES

(CATEGORIE C)

LISTE DES PIECES A FOURNIR

Les caractéristiques techniques des signaux diffusés devront être conformes aux dispositions de l'arrêté du 3 janvier 2008 modifié par l'arrêté du 16 août 2013 relatif à la radio diffusée en mode numérique par voie hertzienne terrestre ou par voie satellitaire en bande L ou en bande S fixant les caractéristiques des signaux émis.

En outre, les caractéristiques du service devront également être conformes au document établissant les « services et profil de signalisation pour la diffusion de la radio numérique terrestre », adopté par le Conseil le 15 janvier 2013.

V-1 Utilisation de la ressource radioélectrique

- Le candidat précise la norme de diffusion souhaitée : T-DMB ou DAB+. Pour rappel, la délibération du 15 janvier 2013 modifiée par la délibération 2013-31 du 16 octobre 2013 relative à la fixation de règles de partage de la ressource radioélectrique de la radio numérique terrestre en bande III, prévoit 104 millièmes pour une diffusion en T-DMB et 76 millièmes pour une diffusion en DAB+. Le Conseil pourra être amené à prendre en compte ces différentes indications dans la constitution des multiplex.
- **Il serait apprécié de disposer à titre informatif du détail des débits utiles et « sous-canal » requis pour le son, les données associées, et données programmes pour l'EPG¹.**

A cette fin, le candidat pourra remplir les tableaux suivants :

	Audio	Données associées	Données programmes
Débit utile			
Débit sous-canal ²			

V-2 Le débit utile audio minimum

Le candidat précise le codage retenu et le débit utile minimum (avant encapsulation) qu'il s'engage, le cas échéant, à mettre en œuvre pour la voie audio principale (mono ou stéréo).

¹ Dans le cas où le guide de programme est transmis dans un sous-canal indépendant des données associées, notamment selon le document ETSI TS 102 818.

² Sur la base d'un débit total de 1152 kilobits par seconde répartis par multiples de 8 kilobits par seconde. Ces chiffres sont obtenus dans le cas d'un multiplex utilisant le niveau de protection « 3A ».

V-3 Regroupement technique des services au sein d'un multiplex

Le candidat présente ses propositions de regroupement technique avec d'autres services, en vue de la constitution des multiplex.

A l'issue de la phase de sélection, pour les zones dans lesquelles plusieurs allotissements du même type sont mis à l'appel, le Conseil recueille auprès des candidats sélectionnés dans ces zones, leurs éventuels souhaits de regroupement.

Au vu de ces propositions, le Conseil supérieur de l'audiovisuel précise sur quelle fréquence s'exerce le droit d'usage accordé à chaque service, en veillant à la cohérence technique des regroupements ainsi constitués.

VI – ELEMENTS CONSTITUTIFS DE LA CONVENTION

(CATEGORIE C)

ANNEXES

Le candidat remplit les annexes qui figurent aux pages suivantes en veillant à **renseigner de façon exhaustive l'ensemble des informations demandées**. S'il n'est pas concerné par un champ à remplir, il apporte alors la mention « sans objet ».

ANNEXE I

DESCRIPTION DU TITULAIRE

(cf. article 1-2)

Nom du titulaire :

Adresse du siège social :

Fonction et nom du représentant légal, directeur de la publication :

Pour une association :

Composition du bureau :

Nom	Prénom	Fonction	Profession	Adresse

Date de la dernière modification :

Pour une société :

Montant du capital :

Composition du capital :

Nom	Prénom ou forme sociale	Nombre de parts	% détenu	<u>le cas échéant</u> % des droits de vote

Date de la dernière modification :

Le cas échéant, le titulaire précise la composition du capital de la société qui contrôle la société titulaire, au sens du 2° de l'article 41-3 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée, ainsi que la composition de ses organes dirigeants et de ses actifs.

ANNEXE II

a) CARACTÉRISTIQUES DE LA PROGRAMMATION

(cf. article 3-1, encadré a)

Le titulaire précise les caractéristiques de sa programmation, le format de la station, le public visé (âge) et la nature de ses émissions (musicales et non musicales) et indique en quoi son programme s'inscrit dans une réalité locale ou régionale. Il mentionne également les horaires de diffusion du programme d'intérêt local et les plages horaires au cours desquelles les informations et/ou rubriques locales sont susceptibles d'être essentiellement diffusées.

ANNEXE II (suite)

b) DURÉE DES PROGRAMMES, HORS PUBLICITÉ

(cf. article 3-1, encadré b)

Le titulaire s'engage sur la durée des programmes en remplissant les tableaux ci-dessous.

Programme d'intérêt local (PIL)*

		Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
A	Durée du programme d'intérêt local réalisé par le service (PIL)							
	Durée des informations et/ou rubriques traitées localement par le titulaire <u>dans ce PIL</u>							
B	Le cas échéant, durée des programmes fournis par un autre service de catégorie C autorisé dans le ressort du même CTA ou d'un CTA contigu							
	Durée des informations et/ou rubriques locales fournis par un autre service de catégorie C autorisé dans le ressort du même CTA ou d'un CTA contigu							
C	Total PIL (A+B=C)**							

* Voir la définition du PIL dans les caractéristiques du programme (article 3-1)

** La durée ne peut être inférieure à 3 heures par jour entre 6 h 00 et 22 h 00

		Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
D	Durée des programmes fournis par le réseau thématique à vocation nationale (publicité nationale comprise)							

Nom du réseau thématique à vocation nationale :

Date du contrat passé avec la société autorisée à diffuser ce service :

**Pour un programme diffusé 24h/24h,
C + D + Publicité¹ doivent être égales à 24 heures pour chacun des jours de la semaine.**

¹ Les engagements relatifs à la publicité doivent être remplis en annexe V.

ANNEXE II (suite)

c) GRILLE DES PROGRAMMES

(cf. article 3-1, encadré c)

Le titulaire joint une grille des programmes où doivent clairement apparaître : le programme d'intérêt local réalisé par le service ; le cas échéant, celui fourni par un service de même catégorie situé dans le ressort du même comité territorial de l'audiovisuel ou d'un comité au ressort contigu ; les éléments de programmes fournis par le réseau thématique à vocation nationale. **La grille de programmes est précise, jour par jour, heure par heure, minute par minute. Les informations et rubriques locales traitées localement sont également mentionnées et le contenu de chaque émission, y compris musicale, est détaillé.**

d) CONTRAT AVEC LES TIERS

(cf. article 3-1, encadré d)

Le titulaire joint copie du contrat passé avec la société autorisée à diffuser le service thématique à vocation nationale et, le cas échéant, copie du contrat ou accord de programmation relatif à la fourniture d'éléments du programme d'intérêt local (PIL) par un service de même catégorie situé dans le ressort du même comité territorial de l'audiovisuel ou d'un comité au ressort contigu.

e) DESCRIPTION DES DONNÉES ASSOCIÉES HORS PUBLICITÉ

(cf. article 3-4)

Si le service de radio est autorisé par voie hertzienne terrestre en mode numérique, **le titulaire décrit les données associées** destinées à enrichir et à compléter le programme principal (contenu, durée, liens avec le programme de radio, etc.).

ANNEXE III

**A NE REMPLIR QUE SI LE SERVICE EST EXPLOITE SUR PLUSIEURS FREQUENCES
ET SI LE TITULAIRE S'ENGAGE A REALISER UN PROGRAMME SPECIFIQUE
A L'UNE OU PLUSIEURS DE CES FREQUENCES**

a) PROGRAMMES SPECIFIQUES A CERTAINES DES ZONES AUTORISEES
(cf. article 3-1, 2^{ème} encadré)

Le titulaire s'engage sur la durée des programmes spécifiques en remplissant le(s) tableau(x) ci-dessous. Il précise les conditions de ces décrochages, notamment les horaires de diffusion et le contenu de chaque émission, y compris musicale. Il joint une grille des programmes, pour chaque zone (ou bassin de zones), précisant l'insertion des programmes spécifiques.

En FM, le découpage des décrochages spécifiques à certaines des zones autorisées doit tenir compte des contraintes de programme qui existent, le cas échéant, entre les fréquences.

En RNT, le décrochage local au sein d'un même allotissement n'est pas possible.

Zone de :

		Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
A	Durée des informations et/ou rubriques locales spécifiques à la zone							
B	Durée des autres émissions (y compris musicales) spécifiques à la zone							
C	Total (A+B=C) du programme d'intérêt local (PIL*) spécifique, hors publicité							

* Voir la définition du PIL dans les caractéristiques générales du service.

Zone de :

		Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
A	Durée des informations et/ou rubriques locales spécifiques à la zone							
B	Durée des autres émissions (y compris musicales) spécifiques à la zone							
C	Total (A+B=C) du programme d'intérêt local (PIL*) spécifique, hors publicité							

* Voir la définition du PIL dans les caractéristiques générales du service.

b) DONNEES ASSOCIEES : DECROCHAGES SPECIFIQUES A CERTAINES DES ZONES

AUTORISEES

(cf. article 3-4)

Si le service de radio est autorisé par voie hertzienne terrestre en mode numérique, le titulaire décrit, le cas échéant, les données associées spécifiques à la ou les zones précisées ci-dessous.

- **Zone de :**

Contenu, durée, etc. :

- **Zone de :**

Contenu, durée, etc. :

ANNEXE IV

STIPULATIONS RELATIVES À LA DIFFUSION DES CHANSONS D'EXPRESSION

FRANÇAISE

(cf. article 3-2)

À NE REMPLIR QUE SI LE TITULAIRE CHOISIT LE REGIME GENERAL

Le titulaire s'engage à ce qu'au moins %^(*) de la totalité des chansons diffusées mensuellement, entre 6 h 30 et 22 h 30 du lundi au vendredi et entre 8 h 00 et 22 h 30 le samedi et le dimanche, dans la part de ses programmes d'intérêt local, soient des chansons d'expression française et à ce que les chansons d'expression française provenant de nouveaux talents ou de nouvelles productions représentent au moins %^(**) du nombre total des chansons diffusées entre 6 h 30 et 22 h 30 du lundi au vendredi et entre 8 h 00 et 22 h 30 le samedi et le dimanche.

(*) - Le nombre ne peut être inférieur à 40.

() - Le nombre ne peut pas être inférieur à 20.**

ANNEXE IV

STIPULATIONS RELATIVES À LA DIFFUSION DES CHANSONS D'EXPRESSION FRANÇAISE *(cf. article 3-2)*

**À NE REMPLIR QUE SI LE TITULAIRE CHOISIT LE RÉGIME DÉROGATOIRE APPLICABLE
AUX RADIOS SPÉCIALISÉES DANS LA MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE MUSICAL**

Le titulaire s'engage, en tant que radio spécialisée dans la mise en valeur du patrimoine musical, à ce qu'au moins %^(*) de la totalité des chansons diffusées mensuellement, entre 6 h 30 et 22 h 30 du lundi au vendredi et entre 8 h 00 et 22 h 30 le samedi et le dimanche, dans la part de ses programmes d'intérêt local, soient des chansons d'expression française et à ce que les chansons d'expression française provenant de nouvelles productions représentent une part pouvant aller jusqu'à %^(**) du nombre total des chansons diffusées entre 6 h 30 et 22 h 30 du lundi au vendredi et entre 8 h 00 et 22 h 30 le samedi et le dimanche, avec au minimum un titre par heure en moyenne.

(*) - Le nombre ne peut être inférieur à 60.

() - Le nombre ne peut pas être inférieur à 10.**

ANNEXE IV

STIPULATIONS RELATIVES À LA DIFFUSION DES CHANSONS D'EXPRESSION

FRANÇAISE

(cf. article 3-2)

**A NE REMPLIR QUE SI LE TITULAIRE CHOISIT LE REGIME DEROGATOIRE APPLICABLE
AUX RADIOS SPECIALISEES DANS LA PROMOTION DE JEUNES TALENTS**

Le titulaire s'engage, en tant que radio spécialisée dans la promotion des jeunes talents, à ce qu'au moins %^(*) de la totalité des chansons diffusées mensuellement, entre 6 h 30 et 22 h 30 du lundi au vendredi et entre 8 h 00 et 22 h 30 le samedi et le dimanche, dans la part de ses programmes d'intérêt local, soient des chansons d'expression française et à ce que les chansons d'expression française provenant de nouveaux talents représentent au moins%^(**) du nombre total des chansons diffusées entre 6 h 30 et 22 h 30 du lundi au vendredi et entre 8 h 00 et 22 h 30 le samedi et le dimanche.

(*) - Le nombre ne peut être inférieur à 35.

() - Le nombre ne peut pas être inférieur à 25.**

ANNEXE IV

STIPULATIONS RELATIVES À LA DIFFUSION DES CHANSONS D'EXPRESSION FRANÇAISE *(cf. article 3-2)*

**A NE REMPLIR QUE SI LE TITULAIRE CHOISIT LE REGIME DEROGATOIRE APPLICABLE
AUX RADIOS SPECIALISEES DANS LA DECOUVERTE MUSICALE**

Le titulaire s'engage, en tant que radio spécialisée dans la découverte musicale diffusant au moins mille titres différents sur un mois donné dont la moitié au moins sont des nouvelles productions, chacun de ces titres n'étant pas diffusé plus de cent fois sur cette période, à ce que les chansons d'expression française provenant de nouveaux talents ou de nouvelles productions représentent au moins ... %^(*) de la totalité des chansons diffusées mensuellement entre 6 h 30 et 22 h 30 du lundi au vendredi et entre 8 h 00 et 22 h 30 le samedi et le dimanche, dans la part de ses programmes d'intérêt local.

(*) - Le nombre ne peut être inférieur à 15.

ANNEXE IV BIS

INFORMATIONS RELATIVES A LA PROGRAMMATION MUSICALE

(cf. article 3-2)

À NE REMPLIR QUE SI LE TITULAIRE ENVISAGE DE DIFFUSER
UN PROGRAMME MAJORITAIREMENT MUSICAL

Public visé	Pourcentage de titres « gold »*
<ul style="list-style-type: none">▪ Jeune▪ Jeune-adulte▪ Adulte▪ Senior	<ul style="list-style-type: none">▪ Entre ... et ... %
Genres musicaux dominants	Pourcentage de nouveautés**
<p><i>(plusieurs choix peuvent être faits)</i></p> <ul style="list-style-type: none">▪ Dance-Electro▪ Groove-Rap▪ Pop-Rock▪ Variété▪ Autre(s) genre (s) à préciser (classique, jazz, musiques du monde, etc.) :	<ul style="list-style-type: none">▪ Entre ... et ... %

Pour les radios diffusant majoritairement des titres « gold »

- Décennie(s) des titres diffusés :

* **Gold** = titre de plus de 3 ans

** **Nouveauté** = titre de moins de douze mois

ANNEXE V

PUBLICITÉ (cf. articles 3-3 et 3-4)

a) MODALITÉS D'INSERTION DES MESSAGES PUBLICITAIRES

	Durée de la publicité locale	Modalités de diffusion de la publicité locale et de la publicité nationale dans la grille des programmes
Lundi		
Mardi		
Mercredi		
Jeudi		
Vendredi		
Samedi		
Dimanche		

b) LE CAS ÉCHÉANT, MODALITÉS D'INSERTION DES MESSAGES PUBLICITAIRES SPÉCIFIQUES

À NE REMPLIR QUE SI LE SERVICE EST EXPLOITÉ SUR PLUSIEURS FREQUENCES ET SI LE TITULAIRE SOUHAITE RÉALISER DES DÉCROCHAGES PUBLICITAIRES SPÉCIFIQUES À L'UNE OU PLUSIEURS DE CES FREQUENCES

En FM, l'insertion des messages publicitaires spécifiques à certaines des zones autorisées doit tenir compte des contraintes de programme qui existent, le cas échéant, entre les fréquences.

En RNT, le décrochage local au sein d'un même allotissement n'est pas possible.

Zone(s) de :

Volume maximal des messages publicitaires spécifiques aux zones précisées ci-dessus dans la limite du volume horaire de publicité locale précisé ci-dessus :

Zone(s) de :

Volume maximal des messages publicitaires spécifiques aux zones précisées ci-dessus dans la limite du volume horaire de publicité locale précisé ci-dessus :

c) DONNEES ASSOCIEES : MODALITES D'INSERTION DES MESSAGES PUBLICITAIRES

S'il diffuse de la publicité au sein des données associées, le titulaire décrit les modalités d'insertion de ces messages publicitaires (durée, etc.).